

Composition de culture générale : La démocratie est-elle menacée par l'insatisfaction ?

"J'aime la vérité, l'humanité en a besoin. Mais elle a bien plus grand besoin encore du mensonge qui la flatte, la console, lui donne des espérances infinies". A travers cette pensée exprimée dans son ouvrage *La Vie en Fleur*, Anatole France rappelle la difficile condition humaine à laquelle l'individu ne peut échapper qu'en se murant dans la tromperie et l'illusion. Cette situation contraste néanmoins avec l'esprit démocratique qui prône lui un discours de vérité et, pourtant, ne tente pas de dissimuler le sentiment d'insatisfaction qui traverse les hommes. Mieux, la démocratie l'exprime et le convertit en projet politique.

La démocratie renvoie à un régime politique au sein duquel le peuple exerce le pouvoir pour son compte, soit directement soit indirectement par le truchement de ses représentants. "Gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple" d'après le Président Américain Lincoln lors de son discours de Gettysburg, le régime démocratique se caractérise aussi par le respect des droits et libertés fondamentaux et du pluralisme. Par conséquent, les opinions circulent librement, y compris protestataires.

L'insatisfaction, qui désigne un sentiment d'incomplétude habitant un individu non content d'une situation et ayant des attentes différentes, s'exprime donc librement en démocratie. Surtout, elle permet lorsqu'elle prend la forme d'un projet politique d'alimenter le débat d'idées et, in fine, de faire vivre la démocratie, voire même d'améliorer sa pratique.

Cependant, les sociétés contemporaines semblent aujourd'hui marquées par un degré important d'insatisfaction qui habite les citoyens et met en péril la démocratie. Ce sentiment procède d'un double mouvement conduisant à une perte de sens du projet démocratique, à une fragilisation de ses fondements et, enfin, à l'affirmation de mouvements protestataires visant parfois son dépassement.

De fait, sujette à la critique, la démocratie elle-même serait responsable de cette situation, et à fortiori la démocratie représentative qui tend à séparer le peuple de l'élite politique qui exerce les responsabilités. Détenteur de la légitimité qu'il délègue, le peuple aspirerait à être impliqué davantage dans la vie politique monopolisée par une classe homogène et fermée de responsables politiques.

D'une manière générale, les traits caractéristiques de nos sociétés modernes expliquent pour beaucoup ce sentiment d'incomplétude. L'individu rationnel et individualiste peinerait à s'engager pour la chose publique et à faire vivre la démocratie, qui n'aurait donc pas tenu toutes des promesses.

Dès lors, faut-il en conclure que le sentiment d'insatisfaction qui caractérise nos sociétés est de nature à mettre en péril les fondements de la démocratie ?

L'expression de l'insatisfaction est une composante naturelle de la démocratie, mais l'époque moderne fait la part belle à l'individu insatisfait qui attend davantage de la politique démocratique (I). Porteuse de risques pour la stabilité du régime démocratique, cette forte insatisfaction nécessite de redonner foi en la démocratie et de porter haut l'idéal d'un destin partagé (II).

* *

*

Si l'individu insatisfait a toute sa place en démocratie, notre époque est marquée par un fort degré d'insatisfaction alimenté par les critiques portées à l'encontre de la démocratie représentative et les traits particuliers des sociétés modernes (I).

La démocratie se nourrit des voix discordantes et les traduit en projet politique. Dans ce cadre, l'insatisfaction est un moteur pour l'action et ne saurait être réprimée.

Les régimes non démocratiques ont tenté de nier le sentiment d'incomplétude de leurs citoyens plus ou moins violemment. Ainsi, le combat pour l'expression d'une protestation est inhérent au combat pour la démocratie. Par exemple, sous l'Ancien Régime, la pratique des lettres de cachet permettait au souverain d'emprisonner arbitrairement tout opposant. Plus tard, à l'époque napoléonienne, le combat pour la liberté d'expression s'incarnera à travers la presse naissante qui fait

l'objet de la censure. Dans une lettre adressée à Fouché en 1804, Napoléon invitera son chef de la police à " réprimer les journaux " pour y " mettre de bons articles ". Pas de place, donc, pour les opinions discordantes. Au XX^{ème} siècle, les régimes totalitaires poussent au maximum cette logique d'unité et de répression, fournissant selon les mots d'Hannah Arendt, extraits des Origines du Totalitarisme, une nouvelle " réalité agissante " à laquelle il est impossible d'échapper.

La démocratie rompt avec cette tendance et entend, au contraire, se nourrir des voix discordantes pour enrichir le débat public. En captant l'insatisfaction des citoyens et en leur permettant de l'exprimer sous la forme d'un projet politique, la démocratie favorise l'expression pluraliste tout en l'encadrant. L'expression démocratique de l'insatisfaction est donc positive en ce sens. Pour Claude Lefort dans Le Temps présent, le régime démocratique tire sa force et sa légitimité de sa capacité à « institutionnaliser le conflit », ce qui appuie ce point. En France, la création du Parti Communiste a ainsi intégré au processus démocratique une grande partie du monde ouvrier et a apaisé, de ce fait, ses tendances révolutionnaires. L'insatisfaction s'incarne alors par la participation à un parti et plus généralement par le vote, qui marquera le passage de la citoyenneté virtuelle à la citoyenneté réelle. En 1969, les électeurs ont ainsi rejeté le référendum sur la régionalisation et provoqué le départ de De Gaulle du pouvoir. Aujourd'hui encore, l'intérêt pour les élections présidentielles demeure vif et mobilise l'électorat avec des taux d'abstention variant entre 15 et 20 % au second tour, ce qui démontre que les citoyens ont foi en la démocratie pour changer les choses. Malgré tout, l'insatisfaction est bien réelle et ses causes nombreuses doivent être identifiées.

Un degré inédit d'insatisfaction frappe les démocraties contemporaines.

Ce sentiment frappe, en premier lieu, la démocratie elle-même qui fait l'objet de vives critiques et ne tiendrait pas toutes ses promesses. Du point de vue du peuple, l'insatisfaction provient des critiques à l'encontre de la classe politique et du peu de mécanismes lui permettant de participer effectivement à la bonne marche des affaires publiques. Ainsi, la classe politique serait trop homogène et caractérisée par un sentiment d'entre-soi que dénonçait déjà Robert de Jouvenel en 1914 dans son ouvrage La République des camarades : « Il y a moins de différences, dit-il, entre deux députés dont l'un est révolutionnaire et l'autre ne l'est pas, qu'entre deux révolutionnaires dont l'un est député et l'autre ne l'est pas ». Les scandales de corruption qui ont marqué tous les régimes, du scandale de Panama à l'affaire Stavisky qui discrédita la classe parlementaire, les exemples abondent et alimentent le fossé avec les citoyens. Aussi, la méfiance historique à l'égard de la figure du peuple a conduit à limiter ses possibilités d'intervention, notamment en France où les procédés de démocratie directe sont limités. Les référendums locaux ou nationaux sont peu utilisés et les débats ou enquêtes publics mobilisent peu. Du point de vue des gouvernants, la démocratie peut parfois être synonyme de paralysie de l'action publique. De ce fait, en laissant une trop large place à l'expression des opinions de chacun, toute réforme serait difficile à mettre en œuvre. En France, la période qui suit l'élection présidentielle (les "Cent jours" en référence au retour au pouvoir de Napoléon) est généralement la plus propice.

En second lieu, certains traits caractéristiques des sociétés modernes alimentent également cette insatisfaction et fragilisent la démocratie. L'individualisme contemporain tend à désintéresser le citoyen des affaires publiques, comme Benjamin Constant le soulignait dans son ouvrage La liberté des Anciens comparée à celle des Modernes. Pour lui, le but des Anciens était la participation et le partage du pouvoir social, tandis que celui des Modernes est la jouissance privée, la politique n'étant qu'une étape vers la satisfaction des intérêts personnels. Il en résulte un certain désintérêt pour la pratique démocratique. Par ailleurs, le rationalisme caractéristique du capitalisme moderne tend à isoler les citoyens au centre d'une véritable "cage de fer" d'après la terminologie Wébérienne extraite du Savant et le politique en 1921. Le recul des espérances qui l'accompagne marque un processus de désenchantement inédit laissant l'individu contemporain dans le doute, ce qui rappelle les propos de Lamartine dans Le Vallon : « Mon cœur, lassé de tout même de l'espérance ». Enfin, l'absence de projet fédérateur condamne les individus à vivre dans un présent perpétuel peu enthousiasmant et qui favorise l'apathie démocratique. Dans son ouvrage intitulé Le Sacre du présent, Zaki Laïdi dénonce ce manque de vision qui conduit à sacrifier la construction de l'avenir au profit d'une gestion quotidienne des affaires publiques, qui détourne les citoyens de la politique car étant dépourvue d'un élan mobilisateur. « Le projet, dit-il, se transmute en précaution. » Individualisme, rationalisme et présentisme fournissent ainsi le terreau d'un fort sentiment d'insatisfaction détournant les citoyens de la pratique démocratique.

* *

La montée de l'insatisfaction parmi les individus démocratiques n'est pas sans conséquences pour la stabilité du régime démocratique, ce qui nécessite de mettre davantage ce dernier en phase avec les attentes placées en lui.

* *

L'insatisfaction qui caractérise les sociétés modernes peut conduire à mettre en cause l'idéal démocratique, c'est pourquoi il est nécessaire de redonner force à la démocratie et de porter haut l'idéal d'un destin partagé (II).

En détournant le peuple et les élites de la démocratie, l'insatisfaction constitue un danger pour la stabilité du régime et la cohésion de la société.

Cette situation se manifeste, d'abord, par le recul des formes de participation politique dans la plupart des sociétés démocratiques ; Ce qui érode la légitimité du régime. En effet, seulement 1 % des individus exercent une fonction politique tandis que 3 % participent aux campagnes électorales. De même, l'abstention est parfois très importante, traduisant le désintérêt des citoyens : 70 % des électeurs n'ont pas voté lors du référendum sur le quinquennat en 2000 et 60 % lors des élections européennes de 2009. Cet affaiblissement de la participation politique traditionnelle s'accompagne de la montée de formes alternatives d'engagement. Dans son ouvrage Avoir 20 ans en politique, Anne Muxel souligne que les jeunes ont progressivement délaissé les formes de participation comme le vote pour préférer des formes d'engagement protestataires. Cette analyse rejoint le constat dressé par P. Rosanvallon qui, dans La Contre-démocratie, met en lumière l'évolution des pratiques de participation au sein des régimes démocratiques. Loin d'avoir disparues celles-ci prennent la forme d'une « démocratie de surveillance » ou encore d'une « souveraineté d'empêchement » qui exposent les gouvernants à la critique. Les protestations survenues en 2013 contre l'instauration d'une Ecotaxe poids-lourds et qui aboutiront au retrait du projet par le gouvernement en fournissant une illustration.

Fragilisée, la démocratie est aussi menacée jusque dans ses fondements par des mouvements protestataires qui entendent, au regard de ses faiblesses, la dépasser. Le populisme incarne peut-être le mieux ce dépassement. Celui-ci se construit sur une critique de la démocratie représentative et entend remettre le peuple au centre. Il mène pour cela un discours rejetant les élites traditionnelles. Du général Boulanger en France à la fin du 19^e s au People's Party aux Etats-Unis au XX^e s, ces mouvements ont obtenu des succès électoraux. L'entrée des députés Poujadistes à l'Assemblée nationale, dont Jean-Marie Le Pen, dans les années 1950 le démontre également. Aujourd'hui, l'accusation de populisme se banalise et avec elle, le rejet de la démocratie représentative. Jean-Luc Mélenchon, leader de l'extrême-gauche française, assumait en 2010 ces accusations dans un pamphlet publié en 2010 Qu'ils s'en aillent tous ! : « Populiste, moi ? J'assume ». De même, la frustration des populations peut les conduire à se révolter si celle-ci devient insupportable et ne peut plus être canalisée par le régime démocratique. Pour Davis, dans son ouvrage fondateur Vers une théorie de la Révolution (Towards a Theory of Revolution), les révolutions se déclenchent lorsque la frustration sociale et politique s'accumule, particulièrement lorsqu'une période de difficultés succède à une période de prospérité. Dans ce cadre, une insatisfaction sans borne pourrait, si elle n'est pas endiguée, menacer de destruction le régime démocratique.

Sans tomber dans l'excès, la teneur des risques qui pèsent sur la démocratie impose de la remettre en concordance avec les attentes placées en elle. Pour cela, redonner foi dans le projet démocratique et porter haut l'idéal d'un destin partagé semblent indispensables.

Redonner un sens au projet démocratique impose, tout d'abord, de répondre aux critiques qui lui sont adressées. Le peuple doit trouver sa place au sein d'une pratique du pouvoir plus équilibrée et ouverte. Un pas a été franchi en 2002 avec l'adaptation de la loi relative à la démocratie de proximité qui crée notamment les conseils de quartier et facilite le recours aux enquêtes et débats publics.

Aussi, la réforme constitutionnelle de 2003 mis en place un droit de pétition et le référendum local décisionnel afin d'associer davantage les citoyens à la vie locale de la nation. Des initiatives nouvelles pourraient néanmoins voir le jour en s'appuyant sur les nouvelles technologies de l'information et des communications, comme Internet. Par exemple, en Estonie, l'initiative « Today I vote » permet aux citoyens de débattre sur des forums de projets de loi et de proposer des textes aux parlementaires. Par ailleurs, les représentants de la nation doivent aussi favoriser leur renouvellement pour permettre l'émergence d'une classe politique plus représentative, tandis que leur action doit être guidée par le souci de l'exemplarité, de la transparence et de l'intégrité pour être légitime aux yeux des citoyens. La loi sur la transparence la vie publique adaptée en 2014, qui prévoit notamment la publication des déclarations d'intérêts des parlementaires pour éviter les conflits d'intérêts, va dans ce sens. Au final, comme P. Rosanvallon le souligne dans son ouvrage La légitimité démocratique, C'est une pratique démocratique impartiale et exercée au près des citoyens qui doit voir le jour pour redonner au politique sa légitimité.

Surtout, cette refonte de la démocratie doit s'accompagner de l'émergence d'un idéal de destin partagé justifiant l'engagement de chacun. Un descendant de W. Shakespeare cité par le candidat F. Hollande à la présidentielle lors de son discours prononcé au Bourget avait déclaré : « Ils ont échoué parce qu'ils n'avaient pas commencé par le rêve ». Revitaliser la pratique démocratique nécessite de ré-enchanter plus généralement la politique, de lui donner des espérances, un horizon mobilisateur, donc de dépasser ce présent perpétuel peu enthousiasmant. La solidarité et la fraternité doivent jouer leur rôle afin de lier les citoyens en une communauté de destin, au-delà des intérêts privés. Dans La Démocratie en Amérique, Alexis de Tocqueville illustre que les américains ont su atténuer les effets de l'individualisme en multipliant les associations et projets fédératifs, pour ainsi renforcer leur démocratie et éviter qu'une « puissance douce et tutélaire » ne règle leurs affaires à leur place. En France, la vigueur du mouvement associatif est une réalité et doit perdurer pour intéresser les citoyens à la gestion des affaires publiques. Enfin, face aux différences et aux inégalités qui traversent nos sociétés, la démocratie doit offrir la possibilité à chacun de s'élever et de gravir l'ascenseur social, sans oublier les laissés-pour-compte. La possibilité de mobilité sociale est un formidable moyen pour limiter l'insatisfaction des uns, en leur offrant un horizon atteignable. Cette solidarité doit s'incarner dans une pratique humaniste du pouvoir, car c'est en aidant son prochain que l'homme exprime son humanité, comme le disait le docteur Rieux dans La Peste d'Albert Camus : « Je me sens plus de sensibilité avec les faibles qu'avec les Saints. Je n'ai pas le goût, je crois, de l'honneur et de la sainteté. Ce qui m'intéresse, c'est d'être un homme ».

* *

*

Pour répondre à la question posée, le fort degré d'insatisfaction parmi les citoyens des sociétés démocratiques est bien un risque pour la stabilité de ce régime. Ce sentiment d'incomplétude se nourrit des insuffisances de la démocratie qui peine à répondre à toutes les attentes placées en elle, tandis que les sociétés modernes mues par l'individualisme et le rationalisme offrent peu de motifs d'engagement et de satisfaction.

C'est donc une pratique du pouvoir permettant d'associer davantage le peuple qui doit voir le jour, de même que la démocratie doit incarner à nouveau l'idéal d'un destin partagé. Ce n'est qu'à cette double condition que l'insatisfaction pourra être atténuée, cantonnée et exprimée démocratiquement dans un projet politique.

Il en va donc de la responsabilité de chacun pour servir cet idéal de progrès, à l'image de ce que déclara A. Camus en 1957 à l'occasion de la remise du prix Nobel de littérature : « Chaque génération se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait qu'elle ne le fera pas, mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à éviter que le monde se défasse. »